



REPUBLIQUE DU BENIN

FRATERNITE-JUSTICE-TRAVAIL

**MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
(MECESRS)**

UNIVERSITE D'ABOMEY- CALAVI (UAC)

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
(FASEG)**

MEMOIRE DE LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

OPTION : Économie

Filière : Analyse et Politiques de
Développement

THEME :

**DEPENSE D'EDUCATION ET REDUCTION DE
LA PAUVRETE AU BENIN**

Réalisé et Présenté par :

Florent DJOGBENOU

& Alfred Charlemagne KOUGNANDE

Tuteur de stage :

M^r Rodrigue Noutaï HONKPEHEDJI

Ingénieur Statisticien Economiste

Chef services des études et Statistiques DGAE/DPC

Maître de mémoire :

Dr Alain L. BABATOUNDE

Enseignant à la FASEG

Année Académique : 2014-2015

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey- Calavi n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Celles – ci doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACES

✚ A mon feu père Godonou Amoutou DJOGBENOU

✚ A ma mère Kpènavoun ADAMBADJI

✚ A tous mes frères et sœurs

Florent DJOGBENOU

DEDICACES

✚ A mon père Léonard KOUGNANDE

✚ A ma mère Assiba MEWANOU

✚ A tous mes frères et sœurs

Alfred Charlemagne KOUGNANDE

REMERCIEMENTS

En réponse aux diverses actions engagées pour la rédaction de ce mémoire, nous exprimons notre profonde gratitude à :

✚ Tout le corps enseignant et administratif de la FASEG, notamment à l'endroit de son Doyen Professeur Charlemagne IGUE et son Vice-Doyen Dr Augustin CHABOSSOU, dont la contribution à notre formation a été sans précédent ;

✚ Notre maître de mémoire Docteur Alain L. BABATOUNDE qui n'a ménagé aucun effort pour donner à ce travail une valeur scientifique à travers une rigueur dans la démarche ;

✚ Notre tuteur de stage Monsieur Rodrigue Noutaï HONKPEHEDJI pour son attention et sa grande contribution à l'élaboration de cette œuvre en dépit de toutes ses préoccupations ;

✚ Aux sieurs Daouda et Jean-Luc pour leur suivi et la rigueur dans le travail ;

✚ Monsieur Prosper M.DANDJEKPO pour son soutien moral, technique et matériel

✚ Tous nos camarades promotionnaires au nom de la collaboration et de la fraternité qui ont toujours régnées en notre sein ;

✚ Tous nos remerciements vont également à l'endroit de tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué à la réalisation de cette œuvre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	3
SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE	3
SECTION 2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE .	11
PARAGRAPHE 1 : REVUE DE LA LITTERATURE.....	11
PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	20
CHAPITRE II: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS	28
SECTION 1 : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS	28
SECTION 2 : LIMITES ET RECOMMANDATIONS	34
CONCLUSION	35
BIBLIOGRAPHIE	36
ANNEXES	38
TABLE DES MATIERES	44

SIGLES ET ACRONYMES

ADF	: Augmented Dickey Fuller
BAF	: Bureau des Affaires Administratives et Financières
BG	: Breusch-Godfrey
BM	: Banque Mondiale
CNPE	: Comité National et Politique Economique
CVEF	: Cellule de Veille Economique et Financière
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DA	: Direction des Assurances
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DIR	: Direction de l'Intégration régionale
DPE	: Direction de la Promotion Economique
DGCPE	: Direction Générale et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat
DUDH	: Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EMICoV	: Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
FASEG	: Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
FAO	: Food and Agriculture Organization
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
J-B	: Jarque-Bera
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MCO	: Moindre Carré Ordinaire
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
SAF	: Service Administratif et Financier
SCRE	: Service Chargé de la Coordination des Réformes Economiques
SCRP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SFR	: Seuil de Faible Revenu
SI	: Service Informatique
SPEF	: Service de la Programmation Economique et Financière
SSBAC	: Service du suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle
SES	: Service des Etudes et Statistiques
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

TOTE : Tableau des Opérations de Trésorerie de l'Etat

TBS : Taux Brut de Scolarisation

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science et la Cultures

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle	27
Tableau2: Synthèse des résultats du test de stationnarité sur les variables	30
Tableau 3 : Synthèse des résultats de l'estimation du modèle.	30
Tableau4 : Synthèse du test d'omission des variables de Ramsey.....	31
Tableau 6 : Récapitulatif des résultats des tests sur la nature des résidus du modèle.....	32

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique1 : Comparaison de la différence d'évolution de DPE et du PIB par tête.....	28
Graphique 2 : Evolution de la variation de l'investissement public et le PIB par tête.....	29

RESUME

La présente étude porte sur les dépenses d'éducation et la réduction de la pauvreté au Bénin. Elle se propose d'une part d'apprécier les déterminants de la pauvreté au Bénin et d'autre part d'identifier l'effet spécifique des dépenses d'éducation sur le revenu par tête au Bénin. Les données utilisées ont été collectées à la DGAE et couvrent une période allant de 1987 à 2011. Les résultats montrent que les investissements publics influencent positivement et significativement le PIB par tête, c'est-à-dire que les investissements publics réduisent la pauvreté et que les dépenses d'éducation impactent positivement et significativement le revenu par tête. La mesure des dépenses d'éducation par rapport à la pauvreté est que tout investissement public et toutes dépenses d'éducation participent à la réduction de la pauvreté au Bénin.

Mots clés : Pauvreté ; dépenses d'éducation ; investissements publics ; PIB.

ABSTRACT

The present study relates to the expenditure of education and poverty to Benin. She proposes on the one hand to appreciate the determinants of poverty in Benin and on the other hand to identify the affect specific of the expenditure of education on the in come perhead to Benin. The data used were collected with the DGAE andcover one period going from 1987 to 2011. The results show that the public investments influence positively and significantly the GDP per capita. The public investments reduce poverty and that the expenditure of education impacts positively and signicantly the in come per head. The measurement of the expenditure of education compared to poverty is that any public investment and all expenditure of education take part in the reduction of poverty in Benin.

Keywords: Poverty; expenditure of education;investment public; GDP.

INTRODUCTION

L'éducation est comprise comme toute action de formation portant principalement sur les enfants et les adolescents et de manière croissante sur les adultes et qui a pour résultat l'ensemble des habiletés intellectuelles ou manuelles (Kasse, 2003). Elle est et demeure le socle de développement de toute nation. Les travaux de recherche effectués par Lucas (1988) montrent que l'éducation est le moteur de développement. C'est ainsi qu'elle est reconnue comme besoin fondamental de l'homme. Suivant la logique de la déclaration Universelle des Droits de l'homme (DUDH), le Bénin inscrit le droit à l'éducation dans sa constitution du 11 décembre 1990. Pour accompagner cette décision, le gouvernement Béninois a inscrit dans sa politique éducative en 2006, la gratuité de l'enseignement maternel et primaire. Cette décision vise la promotion de l'éducation pour tous les Béninois. Cette vision quantitative gouvernementale de l'éducation doit être accompagnée par celle qualitative afin que tous les produits finis soient compétitifs sur le marché du travail.

Ainsi la banque mondiale a mis l'éducation au premier plan de sa mission de lutte contre la pauvreté et elle constitue dans ce secteur l'une des premières sources de financement extérieur pour le monde en développement. Sous bien des rapports, l'action de la banque mondiale est déjà favorable aux pauvres qu'il s'agisse entre autres de soutenir l'éducation en allouant en moyenne chaque année 2,8 milliards de dollars de nouveaux financements aux pays les plus pauvres comme aux pays à revenu intermédiaire.

Or, les pays d'Afrique subsaharienne se caractérisent par des systèmes éducatifs très peu perforants (Mook et Jamison, 1988). En outre, ils font face à de nombreux autres maux auxquels une éducation de qualité pourrait apporter une solution. On peut penser que c'est par rapport à ces retombées positives que les autorités publiques du Bénin ont toujours inscrit l'éducation dans les actions prioritaires du gouvernement. Par exemple, en proportion des recettes propres de l'Etat, les dépenses publiques courantes d'éducation représentent 21 % en 2006, contre 17 % en 2000 (Attanasso, 2010).

Mais malgré les efforts du gouvernement et quelques résultats macroéconomiques obtenus en termes de scolarisation notamment, le système éducatif demeure très peu performant (Noumba, 2006). Cette inefficacité de l'éducation est due parfois au manque d'investissement dans le domaine de l'éducation.

En effet, la dépense d'éducation représente toutes les dépenses effectuées par l'ensemble des agents économiques, administrations publiques centrales et locales, entreprises et ménages, pour les activités d'éducation: activités d'enseignement

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

scolaire et extrascolaire de tous niveaux, activités visant à organiser le système éducatif (administration générale, orientation, documentation pédagogique et recherche sur l'éducation), activités destinées à favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine scolaire, transports) et les dépenses demandées par les institutions (fournitures, livres, habillement)

Des lors, il urge de comprendre l'importance des différents facteurs sur lesquels il faut agir pour corriger la performance et le rendement des écoles et universités pour un accès plus équitable aux plus pauvres.

Il serait donc opportun d'analyser le lien entre les dépenses d'éducation et la réduction de la pauvreté au Bénin afin d'affirmer les politiques susceptibles de réduire ce phénomène.

Le présent mémoire s'articule donc autour de deux chapitres : le premier aborde le cadre institutionnel, théorique et méthodologique de la recherche et le second procède à la présentation et analyse des données empiriques afin d'aboutir aux limites et aux recommandations, dont la mise en œuvre pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté.

CHAPITRE1 : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre est subdivisé en deux sections. La première présente le cadre institutionnel et théorique de l'étude et la seconde propose la revue de littérature et la méthodologie de recherche.

SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE

Dans cette section, nous allons présenter dans un premier temps le cadre de l'étude et les activités menées au cours de ce stage, et dans un second temps la problématique de notre thème de recherche, les objectifs à atteindre et les hypothèses formulées pour la réalisation de ces objectifs.

PARAGRAPHE 1 : PRESENTATION DU CADRE DE L'ETUDE ET ACTIVITES DE STAGE

I- PRESENTATION DU CADRE DE L'ETUDE

1-1 Historique et Missions de la DGAE

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret n°2005-110 du 11 mars 2005

Portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère des Finances et de l'Economie, la Direction Générale de l'Economie (DGE), l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'économie et des Finances (MEF) est
Chargée :

- de proposer des mesures de politiques économiques et financières à court, moyen et long terme au Gouvernement, évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et suivre leur mise en œuvre ;
- d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurance, sur la promotion du marché national et veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurances ;
- de proposer et de suivre l'exécution de la politique d'intégration économique et régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- de préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration et de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- de suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

1-2 Organisation générale de la DGAE

La Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) comprend la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC), la Direction des Assurances (DA), la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE), la Direction de l'Intégration Régionale (DIR), la Direction de la Promotion Economique (DPE). Outre ces Directions, il est rattaché à la Direction Générale des Affaires Economiques, le secrétariat permanent du Comité National de Politique Economique (CNPE), et la Cellule de Veille Economique et Financière(CVEF). La Direction dispose également d'un Secrétariat Particulier (SP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un Service Informatique (SI) et d'un Service chargé de la Coordination des Réformes Economiques (SCRE).

II- Déroulement du stage et présentation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture

2-1 Déroulement du stage à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)

2-1-1 Présentation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la DGAE, précisément dans la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC). La DPC comprend trois services notamment le Service de la Programmation Economique et Financière (SPEF), le Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle (SSBAC) et le Service des Etudes et Statistiques (SES). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

Service de la Programmation Economique et Financière

Il est chargé des projections économiques à court et moyen termes. Il participe à l'élaboration du budget de l'Etat, à la préparation des Programmes Economiques et Financiers et aux travaux de la Commission chargée d'établir la balance des paiements. Pour ce faire il assure les tâches ci-après :

- la projection périodique et l'analyse des principaux agrégats économiques, financières et monétaires ;
- la simulation des mesures proposées pour la Loi de Finances ;
- l'élaboration, en collaboration avec les structures concernées, de la balance des paiements ;
- la réalisation en collaboration avec les structures concernées, de scénarios pour la préparation des négociations des Programmes Economiques et Financières.

Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle

Il est chargé d'une part, du suivi de l'activité économique aussi bien nationale qu'internationale et du suivi de l'exécution du budget d'autre part. A ce titre, il réalise les principales tâches ci-après :

- l'élaboration périodique du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) et du Tableau des Opérations de Trésorerie de l'Etat (TOTE), en collaboration avec les Administrations concernées, notamment la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale du Budget (DGB) et le Secrétariat de la Commission Nationale de Développement et de Lutte contre la Pauvreté (SP/CNDLP) ;
- l'élaboration des mesures budgétaires en cours d'exécution ;
- la réalisation de Note de Conjoncture mettant en exergue les désajustements prévisibles à court terme ;
- la rédaction de notes d'information en matière économique et leurs impacts ; l'analyse de l'environnement économique sous-régional et international.

Service des Etudes et Statistiques

Il est chargé de la Centralisation des statistiques économiques et financières, et de l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'économie nationale. A ce titre, il s'occupe de :

- la réalisation d'étude en vue d'apprécier l'impact des mesures financières sur l'économie ;
- la réalisation d'études sectorielles intéressées ;
- la réalisation de travaux de modélisation ;
- la collecte périodique de statistiques financières ;
- la gestion d'une banque de données économiques et financières ;
- la coordination de l'activité statistique au sein du Ministère des Finances et de l'Economie.

Secrétariat Administratif

Il est chargé :

- de l'enregistrement du courrier qu'il soumet à l'appréciation du Directeur ;
- de la ventilation du courrier, conformément aux instructions du Directeur ;

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

- de la réception et de l'envoi des messages ;
- de l'expédition du courrier ;
- de la réception et de l'information des visiteurs ;
- de la présentation du courrier au visa ou à la signature du Directeur de la Prévision et de la Conjoncture et de toutes autres tâches à lui confiées par le Directeur.

Bureau des Affaires Administratives et Financières

Il est chargé, sous la supervision directe du Directeur de la Prévision et de la Conjoncture :

- de centraliser les besoins matériels de tous les services ;
- de coordonner la gestion des moyens matériels de la Direction et de les répartir judicieusement entre les différents services ;
- d'assurer la gestion des stocks de matériels et de fournitures.

Le Bureau des Affaires Administratives et Financières travaillent en étroite collaboration avec le Service Administratif et Financier de la Direction Générale des Affaires Economique.

2-1-2 Travaux effectués

Notre stage allant du 10 Janvier au 10 Avril de l'année 2015 a été effectué à la Direction Générale des Affaires Economique (DGAE) spécialement à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC). Ceci nous a permis d'acquérir des connaissances pratiques, d'entrer en contact avec les réalités du terrain.

Par ailleurs, le stage a permis de participer à des formations.

Entre autres nous pouvons citer :

- La déontologie administrative et les domaines de recherches ;
- Les séries temporelles sur le logiciel Eviews ;
- La saisie des données dans la base Cspro
- La méthodologie de recherche

- Les Enquêtes
- La rédaction de mémoire,

PARAGRAPHE 2 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES

A-PROBLEMATIQUE

Depuis quelques années dans de nombreux pays en développement, la question de la pauvreté demeure au cœur des préoccupations de politique économique. C'est dans cette optique que le Bénin s'est engagé pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ainsi le Bénin a mis sur pied plusieurs politiques pour la réduction de la pauvreté, telles que l'augmentation du revenu des salariés, la promotion de l'économie locale en vue de réduire la pauvreté en milieu rural, la maîtrise de la croissance démographique, la réduction des inégalités de genre, le renforcement de la protection sociale, le renforcement des infrastructures de base, le renforcement de la politique de microcrédit en vue de permettre l'accès des pauvres aux crédits etc. Pourtant la réalité est tout autre, selon les données (INSAE ; EMICoV 2011) la détérioration de l'indice de pauvreté monétaire entre (2007-2010) s'établit à 34,1% en 2010, 35,21% en 2009 et 33% en 2007. De ce constat, il apparaît que l'éducation est un facteur de réduction de la pauvreté monétaire, ainsi l'indice de la pauvreté diminue avec le niveau d'instruction : l'indice de pauvreté en 2009 s'élève à 39,9% pour le chef de ménage n'ayant aucun niveau d'instruction contre 31,5%, 20,6% et 6,8% respectivement pour ceux qui ont le niveau primaire, le niveau secondaire et le niveau supérieur. Ainsi en 2010 l'indice de pauvreté monétaire s'élève à 34,1% au niveau national contre 49,1%, 34,7%, 14,5% et 1,7% respectivement pour ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction, le niveau primaire, le niveau secondaire et le niveau supérieur. Il apparaît que cette pandémie (pauvreté) touche l'ensemble des ménages qui accumule toutes les formes de pauvreté (pauvreté monétaire et non monétaire). Selon le rapport de l'INSAE sur la pauvreté en 2011, le noyau dur de la pauvreté (monétaire et non monétaire) est estimé à 13,6% en 2009 contre 7,8% en 2007 soit une augmentation de 5,8 points. Les personnes de cette classe représentent plus du dixième de la population pauvre en 2009. Il s'agit des ménages, qui sont

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

pauvres sans ambiguïté, puisqu'ils ont à la fois de faibles dépenses de consommation, de mauvaises conditions de vie et surtout un accès faible aux soins de santé.

Dès lors, le problème qui se pose est celui de l'efficacité des politiques de redistributions actuelles, la qualité de l'enseignement et la formation des enseignants pour la lutte contre la pauvreté. La redistribution des ressources apparaît importante pour une croissance durable. C'est dans ce sens que Rawls économiste anglais prône pour une répartition des revenus en faveur des plus pauvres. Il paraît judicieux de mettre en œuvre plusieurs politiques économiques et sociales pour éradiquer les différentes formes de pauvreté au Bénin. Car seule une survie rigoureuse de l'indice de pauvreté permettra aux autorités d'apporter des réponses idoines afin de soulager ces milliers de personnes vivant dans l'extrême misère.

Il s'agit aussi d'un processus de développement humain, durable et soutenable. Le développement humain est multidimensionnel ; il intègre entre autre les questions de santé, de bien-être, de respect de l'environnement, d'élimination de la pauvreté, de répartition plus juste des revenus, de démocratie, de respect des minorités. Il intègre aussi, naturellement, la question de l'éducation des personnes. L'éducation est donc à la fois cause et conséquence du processus de développement, et en même temps, elle constitue un facteur d'amélioration de ces autres dimensions. Parmi les effets les plus spectaculaires de l'éducation dans ces domaines, il faut mentionner son rôle dans la maîtrise de l'évolution démographique et dans celui de la réduction de la mortalité infantile, deux problèmes clefs que doivent résoudre les pays les moins avancés. En effet, on a pu observer de façon répétée que l'éducation des filles avait un fort impact sur leur fécondité future, et ralentissait de façon significative la forte croissance démographique que connaissent de nombreux pays, croissance démographique qui constitue en soi un obstacle sérieux à la réussite du processus de croissance et de développement. En ce qui concerne la mortalité infantile, on a également pu mettre en évidence l'ampleur de l'impact de l'éducation des filles, qui peut se traduire par une baisse de moitié par comparaison avec les filles n'ayant pas fréquenté l'école. Or il a été démontré que c'est la réduction de la mortalité infantile qui avait le plus fort impact sur l'allongement de l'espérance de vie des populations.

Au Bénin des progrès ont été observé dans l'amélioration de l'accès des populations à l'éducation notamment au niveau de l'éducation de base. Nous avons comme progrès la

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

gratuité de l'enseignement primaire, la mise en œuvre d'une politique nationale et d'un mécanisme de soutien pour favoriser l'accès et le maintien des filles au 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire général etc.... Le taux brut de scolarisation (TBS) était estimé à 94% en 2005. Selon les données du document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011-2015) le Taux Brut de Scolarisation (TBS) est passé de 94% en 2005 à 109%, 110%, 113%, 116% respectivement en 2009, 2010, 2011, 2012 et est estimé à 125% en 2015. Le ratio élèves/maître était de 50 par rapport à un objectif de 51,4. Ce taux est passé de 50% en 2005 à 48,3%, 46,7%, 46,4%, 46% respectivement en 2009, 2010, 2011, 2012, et est estimé à 45% en 2015. Par ailleurs, des améliorations notables ont été enregistrées en matière de scolarisation des filles et de prise en compte des questions liées au genre. Ainsi le taux brut de scolarisation des filles est passé de 104% en 2009 à 106%, 110%, 114% respectivement en 2010, 2011, 2012 et est estimé à 125% en 2015 selon le document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011-2015). Toutefois l'amélioration de la qualité de l'éducation et la réduction des disparités de toute nature demeure des défis importants à relever.

Au regard de ces considérations on se pose la question de savoir : Améliorer les dépenses d'éducation peuvent permettre de réduire la pauvreté ?

B-Objectifs

Pour répondre à cette préoccupation, nous nous sommes fixés comme objectif général d'analyser le lien entre les dépenses d'éducation et la réduction de la pauvreté au Bénin.

De façon spécifique il s'agit de :

- Apprécier les déterminants de la pauvreté au Bénin.
- Identifier l'effet spécifique des dépenses d'éducation sur le revenu par tête au Bénin

C-Hypothèses

De ces objectifs spécifiques découlent les hypothèses suivantes :

- L'investissement public réduit la pauvreté au Bénin.
- Les dépenses d'éducation impactent positivement le revenu par tête au Bénin.

SECTION 2 : REVUE DE LITTÉRATURE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Dans cette section, nous allons présenter dans un premier temps la revue de la littérature et dans un second temps la méthodologie de recherche.

PARAGRAPHE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

Dans cette partie, nous ferons le point de quelques connaissances et études sur le lien entre les dépenses d'éducation et la pauvreté au Bénin.

La revue de la littérature est la partie de notre travail qui nous permet de faire le point des recherches ou travaux théoriques et empiriques effectués par d'autres auteurs en rapport avec le thème de notre étude. En effet, nous aborderons ici les différents auteurs sur la problématique des dépenses d'éducation sur la réduction de la pauvreté. Elle est structurée en deux points à savoir à la clarification des concepts et les approches théoriques et empiriques des notions d'éducation, de la pauvreté et le lien existant.

A-Concept de la pauvreté

La pauvreté est un concept qui ne se prête pas aisément à une définition, du moins à une définition qui fasse l'unanimité. La raison en est bien simple, la pauvreté porte sur plusieurs aspects aussi divers et variés que les réalités quotidiennes de chaque individu. Ainsi, trois grandes approches de la pauvreté semblent s'être imposées dans la pensée économique au fil du temps (PNUD 1997), Asselin & Dauphin (2000). Il s'agit de l'approche par le revenu, l'approche du point de vue des besoins essentiels et l'approche en termes de capacités.

1- Selon l'approche « revenu »

La pauvreté est celle qui prédomine. Jusqu'à un passé récent, elle était même perçue comme la seule approche. Cette ascendance a été favorisée par la Banque Mondiale, dont les travaux sur la pauvreté se fondent sur l'approche « revenu ».

Cette approche repose sur la notion de bien-être économique. Elle se réfère à la théorie microéconomique de l'utilité qui veut que chaque individu s'emploie à maximiser son utilité

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

(sa fonction d'utilité), qui est le reflet de ses préférences. C'est ainsi que dans la littérature, l'approche « revenu » est qualifiée de welfarisme ou plus particulièrement d'utilitarisme.

Les tenants de cette thèse ramènent le concept de bien-être économique, qui n'est pas directement observable, à l'utilité générée par la consommation totale. L'utilité, dans ce cas, est conçue comme un état mental, tel que le bonheur, le plaisir ou la satisfaction du désir procuré à une personne par la consommation ou la possession de biens et services (Asselin & Dauphin (2000)). Le bien-être économique est ainsi apprécié par le niveau de vie atteint, en termes de revenu ou de consommation. Ce faisant, l'approche « revenu » met l'accent sur les dimensions monétaires du bien-être. Pour cette approche, une personne est pauvre lorsque son niveau de revenu ou de consommation est inférieur à un seuil, défini comme étant le minimum requis au regard des standards de la société considérée. De manière subséquente, cette approche préconise des politiques axées sur l'augmentation de la productivité, de l'emploi et donc du revenu, pour alléger la pauvreté. C'est dans ce sens qu'elle est qualifiée d'approche revenu de la pauvreté.

2- Selon l'approche par les besoins essentiels ou besoins de base,

L'idée de base de cette approche est que la pauvreté ne peut se réduire aux dimensions monétaires que sont le revenu et la consommation, mais qu'elle implique également d'autres aspects non monétaires d'où la notion de pauvreté multidimensionnelle. L'approche de la pauvreté par les besoins essentiels met particulièrement l'accent sur le fait que tout être humain, pour mener une vie décente, doit pouvoir satisfaire un certain nombre de besoins fondamentaux, en particulier l'éducation, la santé, la nutrition, l'eau potable, les aménagements sanitaires, l'habitat, les services de transport public, etc. Au plan conceptuel, l'analyse de la pauvreté en termes des besoins essentiels marque une rupture avec l'approche « revenu » en ce sens qu'elle ne s'intéresse pas en premier lieu au « bien-être », mais en priorité à l'existence, à la satisfaction des besoins de base. Ainsi, pendant que l'approche « revenu » met l'accent sur le bien-être économique, l'approche par les « besoins essentiels », insiste sur le fait que « l'on doit "être" avant "d'être bien" » (Asselin & Dauphin (2000)). De fait, l'approche par les « besoins essentiels » introduit une vision plus humanitaire par rapport à l'approche « revenu ». C'est à ce titre que ses partisans, sans remettre en cause le bien-fondé des politiques de lutte contre la pauvreté orientées vers l'accroissement des revenus, privilégient plutôt les politiques axées sur la satisfaction des besoins de base.

3- Selon l'approche par les capacités

Selon cette approche la pauvreté par les capacités est la plus récente. Cette approche soutient que la pauvreté ne saurait se résumer à une question de satisfaction des besoins essentiels (le fait d'être) et encore moins d'utilité (le bien-être), mais avant tout aux habiletés et aux capacités humaines.

B-TYPOLOGIE DE LA PAUVRETE :

1-Pauvreté monétaire : Dans l'approche monétaire, l'indicateur de niveau de vie retenu est le revenu du ménage. Il est défini comme la somme des revenus , en espèces et en nature, qui , en règle générale , sont de nature récurrente et sont perçus régulièrement par le ménage ou par ses membres, à intervalles de temps inférieurs ou égaux à un an. Cependant, les difficultés pour recueillir des estimations fiables sur le revenu incitent les statisticiens à se tourner vers la consommation finale qui est souvent mieux appréhendée sur le plan statistique. Un autre argument qui milite également pour l'utilisation de la consommation comme indicateur du niveau de vie, tient au fait que c'est la consommation qui procure du bien-être et non le revenu.

2-Pauvreté non monétaire : C'est une approche qui combine les variables de conditions de vie et de patrimoine ou actifs du ménage. Elle cherche à réparer un certain nombre de difficultés, de manque ou de privations dans différents domaines des conditions d'existence des ménages. Cette mesure est objective mais non monétaire. Ces domaines peuvent renvoyer à une pauvreté de nature "existentielle " (alimentation, logement, par exemple) ou de nature "sociale" (relations, emploi, loisirs,.....). Cette forme de pauvreté intègre les actifs (ou richesses) physique ou financiers du ménage. Cet indicateur appréhende une forme structurelle de la pauvreté, car portant sur un stock qui n'est pas facilement détruisible par les chocs conjoncturels.

C-Notion de l'éducation

Elle est comprise comme toute action de formation portant principalement sur les enfants et les adolescents et de manière croissante sur les adultes et qui a pour résultat l'ensemble des habiletés intellectuelles ou manuelles (Kasse, 2003).

D-Revues théorique et empirique

L'analyse des liens entre l'éducation et la pauvreté a fait l'objet de plusieurs travaux. Ces travaux concernent bien la relation qui existe entre l'éducation et la pauvreté.

A cette époque, Booth (1889-1891), Rowntree (1901) et Hunter (1904) découvrent la pauvreté à travers les premières enquêtes sociales. Ces pionniers de la recherche moderne sur la pauvreté se penchent sur les formes qu'elle prend alors à Londres et New-York, identifiant les pauvres grâce à des critères monétaires et sociologiques, tels que la nature et la régularité de l'emploi.

Au début du XXe siècle, l'émergence de l'école sociologique de Chicago (1932) redéfinit l'étude de la pauvreté en apportant une explication "scientifique" à la pauvreté urbaine à travers des sujets tels que la délinquance, la déviance et la dissolution des liens familiaux.

Miller (1964) compile ainsi des statistiques utiles et pointues sur l'influence de l'éducation et du travail des femmes sur le revenu du ménage. Hoggar (1957), quant à lui, fait appel aux causes non structurelles de la pauvreté et formule sa propre caractérisation en tant qu'un élément de la classe ouvrière, de ses coutumes, relations et attitudes.

François Bourguignon (2006) écrit ainsi que le paradigme de la pauvreté monétaire explore la pauvreté en tant que non-réalisation d'un certain standard de vie, exprimé monétairement.

On s'intéressera ici à deux autres approches: celle présentée par Rawls et celle de Sen, que l'on présentera en miroir à celle développée par Ravallion, l'un des auteurs phares sur le sujet, qui reprend le paradigme de la pauvreté monétaire. L'idée est de quantifier la pauvreté, de comprendre à quel degré elle existe, tout en tenant compte de la manière dont la pauvreté est définie dans les pays en voie de développement.

Pour les partisans de l'analyse de la pauvreté en termes monétaires, le niveau critique des dépenses pour qu'une personne ne soit pas considérée comme pauvre est 1,25 dollar par jour et est défini par la moyenne des seuils de pauvreté nationaux dans les pays en voie de développement. Ces seuils sont pour la plupart calculés comme étant le coût associé au niveau minimum de calories ou au niveau de consommation

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

nécessaire à la survie, et donnent lieu à un seuil de pauvreté international qui permet d'effacer les divergences d'un seuil de pauvreté national à l'autre.

L'approche de Sen est radicalement différente. L'économiste indien approche plutôt la pauvreté en termes de "capabilités", au sens de "capacités à être ou à faire", les pauvres étant ceux qui ne possèdent pas ces capacités à être ou faire. La pauvreté en tant que manque de ressources monétaires est vue par Sen comme étant très réductrice, puisqu'elle ne tient par exemple pas compte de la condition physique de l'individu ou de ses accomplissements personnels.

Sen et Rawls s'accordent sur le fait que la pauvreté monétaire est un instrument largement réducteur pour mesurer l'ampleur et la complexité du phénomène. D'après Sen, la pauvreté monétaire ne rend pas compte des différences entre individus, ni des circonstances extérieures. Par exemple, à revenu égal ou à consommation égale, deux individus retireront une satisfaction différente (métabolisme, handicap, etc.). Cette approche de la pauvreté ne tient donc pas compte des personnes qui ne parviennent pas à transformer leurs ressources en système d'appropriation permettant de répondre à leurs besoins. De même, la définition monétaire de la pauvreté ne reflète pas les choix de vie qu'une personne peut faire, comme le fait de jeûner ou de vivre modestement.

D'autres études empiriques sur la question remployaient donc à soumettre à l'époque de l'observation la corrélation présumée entre un indicateur de revenu d'un côté et les taux de pauvreté de l'autre, après avoir pris en compte l'effet de chômage et quelques fois, celui des paiements de transferts gouvernementaux versés aux particuliers ou aux familles. Ce fut notamment le cas de plusieurs travaux publics aux Etats-Unis entre le début des années 1960 et le milieu des années 1980. Les variables dépendantes retenues étaient celles du taux de pauvreté officiel American pour les familles ou pour les personnes. Tous ces travaux confirmaient, à des degrés variables et pour divers sous-groupes de la société, l'association inverse entre la croissance économique d'un côté, et la pauvreté de l'autre.

Au Canada, une approche tout à fait similaire a été adoptée pour Perron et Vaillancourt (1988) pour étudier l'évolution inter temporelle de la pauvreté sur la période 1971-1984. Les deux variables dépendantes considérées sont les taux de faible revenu tel que définis par le seuil de faible revenue pour les familles économiques, pour les personnes seules et pour l'ensemble des unités. Les principales variables indépendantes sont (1, PIB per capita ; 2) de

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

taux de chômage et 3 les transferts per capita les autres variables utilisées sont les variables régionales (variables dichotomiques se référant aux grandes régions du Canada et des variables sociodémographiques (proportions des jeunes, âgés, divorcés). Dans tous les cas, l'association négative, entre PIB et la croissance était confirmée dans le cas du taux de chômage et des paiements de transferts. Cependant, l'association estimée ne s'avérait significative et conforme aux attentes que pour les familles de deux personnes ou plus.

Autrement dit, leur variable de la ration du Seuil de Faible Revenu (SFR) sur le revenu moyen (inversé et exprimé en dollars constants) puisque le SFR n'avait pratiquement pas changé sur les périodes d'observation, autrement qu'en vertu de la hausse du coût de la vie. Ceux dont la variable de revenu tenait compte également. Dans leur modèle, cette première variable a le signe attendu par la théorie et s'avère largement significative sur le plan statistique. Elle confirmait l'idée que la croissance économique contribuait à réduire la pauvreté (aux Etats-Unis).

Pour Simmel : « la pauvreté est un état de choix impossible à satisfaire par les individus ». La lutte contre la pauvreté a été une priorité pour le gouvernement Béninois à travers la mise en place des collectivités locales, qui a pour but d'apporter des solutions idoines aux populations locales en construisant des hôpitaux et des écoles.

Lessard, (1997) affirme que la majorité des projets qui définissent des objectifs de croissance, d'emploi ou d'augmentation des revenus sont formulés en misant clairement sur des personnes ayant déjà un minimum de capacités humaines, matérielles et (ou financière au départ) . Il soutient que la réduction de la pauvreté extrême échappe souvent aux projets et programmes à caractères économiques sauf dans le cas des infrastructures.

Pour Ahoyo et al, il faut une analyse économique du phénomène afin de permettre d'identifier certains facteurs de la pauvreté qui peuvent contribuer à améliorer les conditions de vie des individus.

Subbarao, (1997) quant à lui suggère trois stratégies pour réduire la pauvreté à savoir :

- La croissance économique
- Le développement du capital humain
- La sécurité sociale pour les couches les plus vulnérables

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

Il était nécessaire de mener des recherches plus poussées pour décrire puis mesurer aussi précisément que possible les rapports entre économie et éducation. Ces recherches ont été menées dans les années 1960 et 1970 d'abord aux Etats-Unis. Le ton a été donné au tout début des années 1960 par des économistes américains qui ont introduits le concept de « capital humain »: Schultz (1961), puis Becker (1964), Denison (1979) et Baro (1991). Nous nous attarderons un peu sur les travaux de Denison et de Baro, particulièrement instructifs. Denison a commencé ses travaux dans le but de découvrir les facteurs qui étaient à la base de la croissance puis du ralentissement économique des Etats-Unis. Il avait en effet constaté que le revenu par personne employée, qui avait augmenté en moyenne de 2,4% par an de 1948 à 1973, avait ensuite chuté et n'était plus que de 0% sur la Période 1973-1978, il voulait découvrir les causes du ralentissement de l'économie américaine depuis la fin des années 60. Il a pour cela rassemblé de longues séries de données économiques dont une couvrant le quart de siècle entre 1948 et 1976. Cela l'a amené à examiner en détail l'évolution de différents facteurs explicatifs possibles

Parlons maintenant d'un autre chercheur, qui confirme le résultat de Denison sur une plus grande échelle. Il s'agit de Baro qui, en 1991, a rassemblé les données économiques sur 98 pays (développés et en développement) dans le but de vérifier le résultat de Denison au niveau international. Ses données ont ensuite été approfondies par un autre groupe de chercheurs (Birdsall et al) en 1994. Donc c'est beaucoup plus récent déjà. Les chercheurs avaient effectué plusieurs régressions en prenant comme variable dépendante le taux moyen d'accroissement du PIB réel par tête d'habitant entre 1960 et 1985. Les variables indépendantes considérées étaient : le PIB par tête d'habitant initial en 1960, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire, le taux moyen d'investissement public et privé, les taux de fécondité et de mortalité, le taux d'alphabétisme des adultes en 1960, le nombre de révolutions et de coups d'état, le nombre d'assassinats par an et par million d'habitants. Sur 27,6 **28,7** ce dernier facteur, certains se demanderont sans doute quel lien il peut y avoir entre assassinats et croissance économique? Cela a quelque chose à voir avec le degré de stabilité ou de violence dans le pays. Effectivement la croissance économique est fortement dépendante de la stabilité politique dans le pays : l'instabilité non seulement perturbe gravement le fonctionnement des activités économiques, elle réduit aussi le capital en décourageant les nouveaux investissements, notamment en provenance de l'étranger.

Le résultat des calculs de Barro/Birdsall et al était que le taux de croissance entre 1960 et 1985 avait été positivement associé au taux de scolarisation en 1960 ; plus précisément, il

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

montrait que pour un niveau économique donné (mesuré par le PIB) en 1960, le taux d'accroissement moyen entre 1960 et 1985 avait été d'autant plus élevé que les taux de scolarisation en 1960 avaient été plus élevés; et inversement, pour un niveau éducatif donné en 1960, le taux d'accroissement moyen avait été d'autant plus élevé que le niveau économique était plus faible. Ils ont trouvé qu'une augmentation de un écart-type dans le taux de scolarisation au primaire et secondaire en 1960 avait comme conséquence, dans les 15 ans suivants, une augmentation du taux de croissance moyen de 1,5 point de pourcentage. Or une différence de 1,5 point dans le taux de croissance est quelque chose de très significatif sur 15 ans; par exemple, pour illustrer la différence : avec un taux de croissance moyen de 2% et un revenu par habitant de 500 dollars en 1960, un pays atteindrait en 1985 un revenu par habitant de 673 dollars et, avec l'accroissement du taux de scolarisation primaire et secondaire, il atteindrait 3,5% de taux de croissance moyen et donc un revenu par habitant de 838 dollars en 1985. Cela représente un accroissement du revenu moyen des habitants de 165 dollars par personne ! C'est très loin d'être négligeable.

Il y aurait, avant de terminer cet aspect des choses, quatre réserves importantes à faire :

Premièrement, il faut nous garder de tirer des conclusions simplistes de ces rapports entre éducation et croissance économique. Il n'est pas du tout rare d'entendre des responsables politiques mettre tous les maux de la société sur le dos de supposées défaillances du système éducatif. A l'inverse, on pense résoudre les problèmes simplement en développant l'éducation. Par exemple, certains pays déclarent dans leurs documents de CSLP que l'éducation de base et notamment l'alphabétisation constituent un élément déterminant de la stratégie de réduction de la pauvreté et cela sans en indiquer les limites, ni les autres facteurs concourant à la réduction de la pauvreté. Or si l'éducation peut sans conteste stimuler la croissance économique, elle ne le fait que dans certaines limites et dans certaines conditions.

Deuxièmement, il est réducteur de ne considérer l'éducation que sous l'angle de sa contribution à la croissance économique : elle est aussi un droit humain reconnu dont nul ne doit être dépourvu. L'instruction a une valeur intrinsèque pour l'être humain parce qu'elle lui ouvre un champ nouveau pour son épanouissement en tant qu'être humain.

Troisièmement, il faut évoquer brièvement des réserves quelquefois entendus à l'encontre du rôle positif de l'éducation dans la croissance économique, quand on observe des groupes de personnes économiquement très prospères alors qu'ils n'ont aucun niveau d'instruction. Nous avons encore très récemment pu l'observer avec l'expérience malgache pays où un programme très ambitieux d'éducation pour tous, centré sur l'alphabétisation des

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

adultes et particulièrement efficace est en cours de mise en œuvre. Dans l'une des provinces— la province de Mahajanga—c'est auprès des populations d'éleveurs possédant des centaines et des centaines de têtes de zébus que le programme rencontre le moins de succès dans le recrutement des apprenants. Un récent rapport indiquait que dans le groupe des apprenants les plus aisés, 45,5% n'avaient pas franchi le seuil d'alphabétisation alors que dans le groupe des apprenants les moins aisés, ils n'étaient que 17,5% dans ce cas. Ces phénomènes ne contredisent pas le rôle de l'éducation dans la croissance économique, ils indiquent simplement le caractère relatif de ce rôle : le système formel d'éducation n'a pas un monopole absolu dans la transmission des connaissances pratiques économiquement utiles ; dans certains contextes, l'acquisition se fait même mieux informellement; cependant, ces contextes sont surtout ceux d'un maintien de savoir-faire traditionnels. Dans les conditions changeantes de la société actuelle, les jeunes instruits progresseront, toutes autres choses égales par ailleurs, mieux et plus rapidement que les jeunes sans instruction : l'éducation leur donne une véritable autonomisation et une adaptabilité qu'ils ne trouveront pas, pour la majorité, dans les circuits informels.

Une des définitions les plus éloquentes de la pauvreté est celle donnée par le philosophe français Henri Bartoli en 1986 à l'occasion d'une réunion internationale d'experts réunis par l'UNESCO en collaboration avec l'Université des Nations Unies (voir Paul Marc Henry, Henri Bartoli et al. *Pauvreté, progrès et développement* ; édition l'Harmattan, Paris 1990) et l'on peut volontiers la reprendre à notre compte. La pauvreté est multidimensionnelle. Elle est dénuement profond de biens matériels et culturels qui s'oppose au développement normal de l'individu au point de compromettre en lui l'intégrité de la personne et, comme telle, pauvreté « absolue ». Le miséreux est celui dont la pauvreté est en dessous du pain quotidien, dont le débat avec la vie qui lui est imposé est si dégradant et si absorbant qu'il ruine toute vie de l'esprit. Être pauvre, c'est ne pas pouvoir assurer par ses ressources ou activités propres la couverture de ses besoins biologiques et de ceux de sa famille, vivre dans un état permanent de relégation et d'insécurité vitale qui tend à être héréditaire, avoir faim, n'être ni instruit, ni soigné, vivre dans des conditions de logement défectueuses, travailler dans des conditions inhumaines. Une situation de misère s'apprécie aussi par rapport aux conditions de vie et de travail des autres membres d'une même société en un même moment. La pauvreté en ce sens est « relative ». Sont alors en état de pauvreté les individus ou les familles dont les revenus et les autres ressources, les conditions d'existence et de patrimoine, les conditions d'emploi et de travail, sont nettement en dessous du niveau moyen de la société dans laquelle ils vivent. Le seuil relatif de pauvreté se rapporte à la

disposition d'une quantité de ressources évitant l'exclusion des modes de vie, des usages, et des activités normales de la société dans laquelle l'on vit, alors que le seuil absolu correspond au niveau d'obtention du minimum de biens nécessaires au maintien de la simple efficacité physique.

Bartoli insiste à juste titre sur le rôle que joue l'économie dans la pauvreté. « Les pauvres cumulent les handicaps: ceux de l'âge, du sexe, du nombre d'enfants, de la couleur de la peau, de la maladie, de la fragilité de la structure familiale. Les handicaps de la naissance aussi. Au départ de la vie, la pauvreté établit un barrage d'empêchements : carences alimentaires, santé affaiblie d'ascendants ou de descendants, spectacle précoce de la misère et de la laideur, vie familiale instable, blessures affectives multiples de l'enfance, absence de modèle adapté au développement intellectuel, complexe d'infériorité qui embarrasse tout au long de l'existence vécue en état de subordination et d'humiliation, consentement à l'injustice alors que l'on subit le mépris des nantis. »

Enfin il est donc clair qu'il existe un lien très étroit entre éducation et pauvreté et ceux dans la mesure où l'éducation de base et notamment l'alphabétisation constituent un élément déterminant de la stratégie de réduction de la pauvreté et cela sans en indiquer les limites et les autres facteurs concourant à la réduction de la pauvreté.

PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Nous allons aborder ici les types et les sources de données, la méthode d'analyse et les tests économétriques de la spécification du modèle, la définition des variables et le seuil de vérification des hypothèses.

A- Type et sources des données et méthode d'analyse.

1-Type et sources des données.

Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont secondaires, temporelles et couvrent globalement la période de 1987 à 2011. Elles proviennent du document des statistiques de la DGAE, de la base de données de la Banque Mondiale, de l'INSAE, et de la bibliothèque de la FASEG. De plus l'outil internet a été mis à contribution de cette recherche.

2-Méthode d'analyse.

Au vu de l'objectif principal, nous utiliserons une approche économétrique pour analyser l'effet des dépenses d'éducation sur la pauvreté. Nous allons utiliser les MCO pour faire l'estimation du modèle sur la période de 1987 à 2011.

En nous basant sur des études empiriques, nous proposons donc un modèle explicatif dont la forme fonctionnelle peut être linéaire pure ou logarithmique (linéarisée).

PIB par tête = $f(IP, DPE, DPE2, POP)$ équation 1

Avec ;

PIB par tête : le produit intérieur brut par tête. Le PIB est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Elle est calculée sans effectuer de déductions pour la dépréciation des biens fabriqués ou la perte de valeur ou la dégradation des ressources naturelles.

Investissement Public : Les investissements publics sont constitués d'une part des dépenses publiques dites de « consommation collective », investissements considérés comme « non productifs » et en tout cas comme relevant d'une production « non marchande » (réseau routier, justice, police, éclairage public, enseignement public et recherche, défense nationale, etc.), et d'autre part par la subvention d'une partie de l'accumulation du capital technique des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées.

Dépenses publiques d'éducation : La dépense publique d'éducation est l'ensemble de toutes les dépenses de consommation et d'investissement effectuées par le contribuable dans le domaine de l'éducation. Ainsi, existe-il une relation de corrélation entre les dépenses d'éducation et le PIB par tête.

Dépenses publiques d'éducation au carré : La dépense publique d'éducation est l'ensemble de toutes les dépenses de consommation et d'investissement effectuées par le contribuable dans le domaine de l'éducation. Ainsi, existe-il une relation de corrélation entre les dépenses d'éducation et le PIB par tête.

Population Active : La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi (population

active occupée) ou qu'elles soient au chômage (population active inoccupée) à l'exclusion de celles ne cherchant pas d'emploi, comme les personnes au foyer, étudiants, personnes en incapacité de travailler, rentiers. Selon les définitions, l'âge est fixé entre 15 et 64 ans, ou porte sur toutes personnes de plus de 15 ans.

La relation entre les variables explicatives et la variable expliquée étant linéaire, l'équation 1 devient :

PIB par tête = $\alpha_0 + \alpha_1 IP + \alpha_2 DPE + \alpha_3 DPE2 + \alpha_4 POP + \mu_t$ (équation 2) avec μ_t le terme d'erreur

B- Tests économétriques et spécification du modèle.

1-Tests économétriques

Etant donné que les variables dont nous disposons sont des variables macroéconomiques chronologiques, il est indispensable de procéder à l'étude de la stationnarité des séries, au test de Ramsey (tests de diagnostic sur les données) avant de déboucher sur les tests tels que: Le test de stabilité des coefficients, le test d'auto-corrélation des erreurs, le test d'hétéroscédasticité des erreurs, le test de Normalité de Jarque-Bera, le test de significativité globale et de la qualité de la régression, enfin le test de significativité des coefficients.

1-1Test de stationnarité de DICKEY-FULLER Augmented (ADF).

Encore appelé test de racine unitaire, ce test est destiné à nous permettre de vérifier la stationnarité des séries. C'est le test de Dickey-Fuller Augmented qui est utilisé pour vérifier la stationnarité des erreurs à partir du logiciel Eviews 7.1. L'intérêt de la condition de stationnarité est que l'effet produit par un choc sur une série non stationnaire est transitoire. Et dans ce cas il devient difficile de cerner l'effet d'une série sur les variations d'une autre qui est non stationnaire. Ainsi, la stationnarité est jugée à partir de la comparaison entre les statistiques ADF et critical value (valeur critique de Mackinnon). Les hypothèses qui se présentent à l'issue du test sont :

H_0 : racine unitaire ou non stationnarité

H_1 : non racine unitaire ou stationnarité

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

On accepte H_0 si la valeur d'ADF inférieure à la valeur critique de Mackinnon, alors il y a présence de racine unitaire à 5%. On accepte l'hypothèse alternative dans le cas contraire.

NB : L'estimation directe du modèle sans s'assurer au préalable que les séries sont stationnaires peut donner des résultats fallacieux. Nous aurons à faire alors une régression fallacieuse « Spurious regression »

1-2-Test de Ramsey

L'objet de ce test est de voir si le modèle souffre d'omission d'une ou de plusieurs variables.

Le test d'hypothèse est le suivant :

H_0 : modèle est spécifié ($\beta = 0$)

H_1 : modèle est non spécifié ($\beta \neq 0$)

1-3-Qualité de régression

La valeur du coefficient de détermination (R^2) permet de déterminer la qualité de régression.

Règle de décision

-Si R^2 est proche de 1 ou au moins supérieur à 0.05, on dit que le modèle est de bonne qualité

-Si R^2 est inférieur ou égal à 0,05, le modèle est de mauvaise qualité

1-4-Test de Student.

Le test de significativité individuelle, qui porte sur chaque coefficient, est mené en calculant les ratios de Student. Pour un test bilatéral, les hypothèses de test sont :

H_0 : $\beta_i = 0$

H_1 : $\beta_i \neq 0$

On accepte H_0 ; si la probabilité associée à T-statistique est supérieure à 0,05 et on la rejette sinon. Si H_1 est acceptée, on dit que le coefficient est significatif.

1-5-Test de significativité globale

Le test de significativité globale s'est à tester la pertinence du modèle. Les hypothèses du test sont :

$$H_0 : \beta_1 = \beta_2 = \dots \beta_i = 0$$

H_1 : Il existe au moins un coefficient β_i , ($i = 1$ à k) non nul

Elle est déterminée sur Eviews à travers la valeur « Prob(F-Statistic) » qui doit être inférieure à 5%.

1-6-Test de stabilité

Pour notre étude nous allons utiliser le test de CUSUM. Ce Test est un test graphique permettant d'accepter ou non l'hypothèse de stabilité.

Les hypothèses du test sont :

H_0 : modèle stable

H_1 : modèle instable

Les variables du modèle sont stables si la courbe ne sort pas du corridor et par contre si la courbe sort du corridor on parle d'instabilité des variables.

NB : Il existe deux tests : Test de CUSUM qui permet de déterminer la stabilité structurelle du modèle et le Test de CUSUM carré qui permet de déterminer la stabilité ponctuelle du modèle.

1-7-Le test de normalité de Jarque-Bera

C'est un test qui nous permettra de préciser la distribution statistique des erreurs de notre modèle. Encore appelé test de Skewness-Kurtosis, il permet de tester la normalité des erreurs.

Les hypothèses du modèle sont :

H_0 : les erreurs suivent une loi normale,

H_1 : les erreurs ne suivent pas une loi normale.

La statistique de Jarque-Bera est définie de la façon suivante :

$$JB = S^2 / 6 + (K + 3)^2 / 24$$

Où S est le coefficient de dissymétrie et K le coefficient d'aplatissement.

Sur le logiciel Eviews, la règle de décision est :

-Au seuil de 5%, on accepte l'hypothèse de normalité dès que la valeur de la probabilité est supérieure à 0,05

-Au seuil de 5%, on rejette l'hypothèse de normalité dès que la valeur de la probabilité est inférieure ou égale à 0,0000

1-8-Le test d'auto-corrélation des erreurs

L'auto-corrélation est une situation dans laquelle les termes d'erreurs ne sont pas indépendants. Ce qui signifie que l'espérance mathématique $E(\varepsilon_t \varepsilon_{t'}) \neq 0$ avec $t \neq t'$. Les erreurs peuvent être positives, négatives ou nulles. Cependant il nous permet de détecter que si les erreurs sont corrélées ou pas entre elles. C'est-à-dire de vérifier si l'espérance mathématique du terme est nulle (erreurs non corrélées) ou différents de zéro (erreurs corrélées). D'où le test de Durbin -Watson et où celui de Breuch-Godfrey.

Dans le cadre de l'étude nous allons effectuer les tests de Breuch-Godfrey.

Il s'agit de tester :

H_0 : erreurs non corrélées ($\varphi = 0$)

H_1 : erreurs corrélées ($\varphi \neq 0$)

Soit l'erreur suit la forme suivante : $\varepsilon_i = \varphi \varepsilon_{i-1} + \mu_i$.

On accepte H_0 si la valeur de la probabilité de la statistique F est supérieure à 5% ; On accepte H_1 dans le cas contraire.

1-9-Le test de d'hétéroscédasticité des erreurs

Ce test permet en réalité de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur sachant X_i est une constante ou non. Pour détecter la présence de l'hétéroscédasticité ou non, plusieurs tests ont été développés à ce sujet :

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

Il s'agit du test de Golfeld-Quandt, du test de White, du test de coefficient de rang ou l'ordre de Spearman et du test de Breusch-Pagan. Un seul de ces tests sera utilisé dans le cadre de cette étude : celui de Breusch-Pagan. Il s'agit de tester :

H_0 : la variance du terme d'erreur est une constante (Homoscédasticité),

H_1 : la variance du terme d'erreur est différente d'une constante (Hétéroscédasticité).

Sur le logiciel Eviews, on accepte H_0 si la probabilité critique associée au F-statistique est supérieure à 0,05 et on la rejette sinon.

2-Spécification du modèle

En intégrant les variables telles que le PIB par tête, l'investissement public, les dépenses publiques d'éducation, les dépenses publiques d'éducation au carré, la population active dans l'équation de base du modèle, l'équation (2) peut se réécrire sous la forme ci-dessous :

$$\text{PIB par tête} = \alpha_0 + \alpha_1 (\text{IP})_t + \alpha_2 (\text{DPE})_t + \alpha_3 (\text{DPE}^2)_t + \alpha_4 (\text{POP})_t + \mu_t$$

Où représente la date à laquelle les différentes variables sont observées.

C - Définition des variables et seuils de vérification des hypothèses

1-Définition des variables

PIB réel : Produit Intérieur Brut réel

Il représente un indicateur macroéconomique qui mesure la richesse créée dans un pays donné et pour une année donnée. Il est donc l'instrument principal de mesure de la pauvreté

DPE : Dépense publique d'éducation

DPE2 : Dépense Publique d'éducation au Carré

IP : Investissement Public

POP : Population Active

Le tableau ci-dessous montre les signes attendus de la variable explicative sur l'efficacité interne de l'éducation au Bénin.

Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle

Variables	Significations des variables	Signes attendus
PIB par tête	Produit Intérieur Brut	+
IP	Investissement Public	+
DPE	Dépenses publiques d'éducation	+
DPE2	Dépenses publiques d'éducation au carré	+
POP	Population active	+

Source : Réalisé par les auteurs, 2015

2-Seuils de vérification des hypothèses

- **hypothèse n°1**

Cette hypothèse est dite vraie, si le coefficient associé à la variable investissement public est positif et significatif.

- **hypothèse n°2**

De la même façon, l'hypothèse n°2 serait validée, si le coefficient associé à la variable dépense publique d'éducation est significativement positif.

CHAPITRE II: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

SECTION 1 : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Dans cette section, nous allons présenter les résultats des différents tests effectués

PARAGRAPHE 1 : PRESENTATION DES RESULTATS

Nous présenterons ici, une analyse descriptive des résultats relatifs aux variables.

A- Evolution comparative de la dépense publique d'éducation et du PIB par tête.

La dépense publique d'éducation est l'ensemble de toutes les dépenses de consommation et d'investissement effectuées par le contribuable dans le domaine de l'éducation. Ainsi, existe-il une relation de corrélation entre les dépenses d'éducation et le PIB par tête.

Le graphique suivant nous donne une illustration :

Graphique1 : Comparaison de la différence d'évolution de DPE et du PIB par tête



Source : Auteurs, à partir du logiciel Eviews

De ce graphique, nous constatons que la dépense publique d'éducation et le PIB ont tendance à évoluer dans le même sens. Donc, toute évolution de la dépense d'éducation

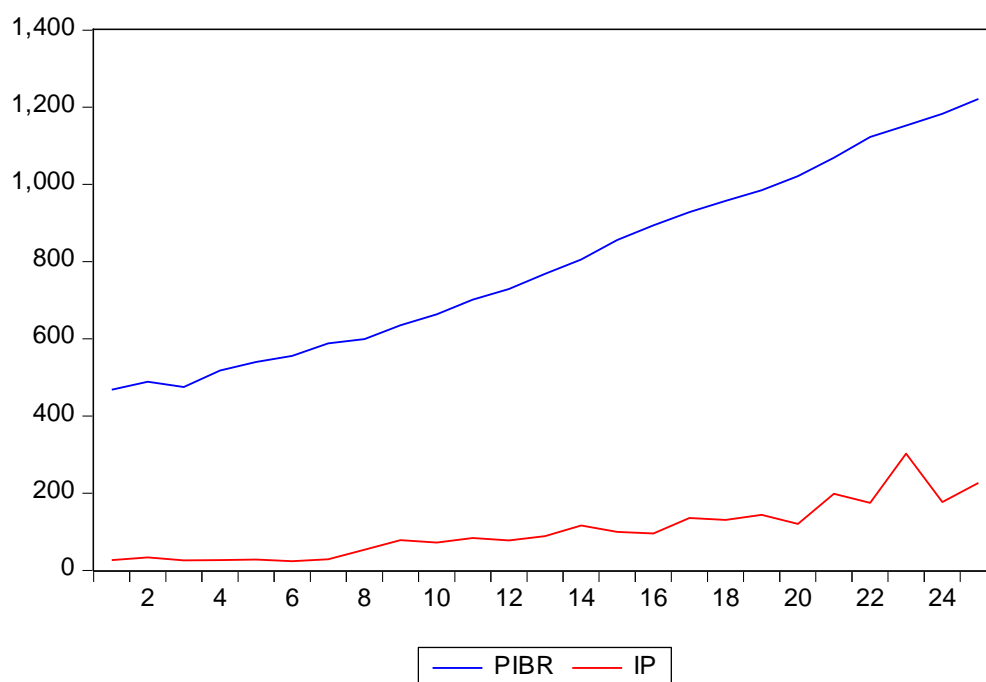
Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

entraîne une évolution du PIB. Cette évolution de la variation de la dépense d'éducation s'explique par toutes les réformes dans le secteur de l'éducation marquées par une dépense croissante en éducation.

B- Evolution de la variation de l'investissement public et le PIB par tête

Le graphique 2 nous donne une illustration.

Graphique 2 : Evolution de la variation de l'investissement public et le PIB par tête



Source : Auteurs, à partir du logiciel Eviews

De l'analyse de ce graphique, nous pouvons dire que le PIB par tête et l'investissement évoluent presque dans le même sens ; cela voudra dire que plus l'investissement évolue, plus le PIB par tête évolue.

C-Estimation du modèle.

Avant d'estimer le modèle nous allons faire d'abord les tests de diagnostics.

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

Tableau2: Synthèse des résultats du test de stationnarité sur les variables

Variables	Stationnaire à niveau			Stationnaire en différence première		
	ADF	Critical value	Conclusion	ADF	Critical value	Conclusion
DPE	-1.111046	-2.991878	Non stationnaire	-4.600132	-3.622033	Stationnaire
DPE2	-1.304499	-2.991878	Non stationnaire	-5.394361	-3.622033	Stationnaire
IP	-0.155318	-2.998064	Non stationnaire	-10.70474	-3.622033	Stationnaire
PIBR	2.524487	-2.991878	Non stationnaire	-5.495046	-3.622033	Stationnaire
LN(DO)	2.105172	-2.991878	Non stationnaire	-0.208065	-3.622033	Non Stationnaire

Source : Réalisé par les auteurs, 2015 à partir d'Eviews7.1

De l'analyse du tableau, toutes les séries ne sont pas stationnaires à niveau donc elles présentent des racines unitaires. Aussi ne sont-elles pas toutes stationnaires en différence première.

Les résultats de l'estimation du modèle sont consignés dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Synthèse des résultats de l'estimation du modèle.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IP	1.364924	0.347283	3.930293	0.0008
DPE	34.02689	12.42436	2.738724	0.0127
DPE2	-0.781883	0.638741	-1.224100	0.2351
POP	3.26E-05	1.06E-05	3.063139	0.0061
C	371.0492	34.54118	10.74223	0.0000
$R^2=0.948745$, R^2 -ajusté =0.938494 F-Statistic=92.55099 Prob(F-Statistic)=0.000000				

Source: Réalisé par les auteurs ; à partir de logiciel Eviews7.1

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

Il ressort de l'estimation, l'équation suivante :

$$\text{PIBr} = 371.0492 + 1.364924 \cdot \text{IP} + 34.02689 \cdot \text{DPE} - 0.781883 \cdot \text{DPE}^2 + 3.26 \cdot 10^{-5} \cdot \text{POP} + \mu.$$

Test d'omission des variables de Ramsey.

On accepte H_0 ; si la probabilité critique associée à F-statistique est supérieure à 0,05 et on la rejette sinon. Si H_0 est acceptée, on dit que le modèle est bien spécifié, sinon, on conclut que le modèle est mal spécifié.

Tableau 4 : Synthèse du test d'omission des variables de Ramsey

Probabilité	0.317172
Décision	Pas d'omission de variables

Source : Réalisé par les auteurs.

Le modèle ne souffre pas d'une omission de variable importante car la valeur de la probabilité 0.317172 obtenue est supérieure à 0.05. On peut donc dire que le modèle est bien spécifié.

E- Les tests de validation du modèle.

1-Qualité de regression

Pour notre estimation, $R^2 = 0.978745$, qui est supérieure à 0,05, ce qui signifie que notre modèle est de bonne qualité.

Interprétation du coefficient de détermination

$R^2 = 0.978745$ équivaut à dire que 97.8745 % du PIB réel sont expliqués par les variables explicatives du modèle.

2-Test de Student.

Tableau 5 : Synthèse des résultats du test de significativité des variables.

Variabes	Probabilité associée à t-statistic
IP	0.0008
DPE	0.0127
DPE2	0.2351
POP	0.0061

Source : Réalisé par les auteurs.

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

De l'analyse du tableau, il ressort d'une part que les coefficients des variables explicatives telles que l'investissement public, les dépenses publiques d'éducation et la population active sont significatifs et d'autre part, le coefficient de la variable dépense d'éducation au carré n'est pas significatif.

3-Test de Fisher

Pour notre estimation, la valeur « Prob (F-Statistic) » est égale à 0.000000. Ce qui est inférieur à 0,05. On peut conclure que le modèle est globalement significatif.

4-Test de stabilité des variables

Pour notre étude, les courbes ne sont pas sorties du corridor. On peut conclure que le modèle est ponctuellement et structurellement stable. (Voir annexe)

5-Description des tests sur la nature des résidus

Tableau 6 : Récapitulatif des résultats des tests sur la nature des résidus du modèle.

Les tests	Probabilité associée à F-Statistic
Test de normalité des erreurs	0.327957
Test d'hétéroscédasticité des erreurs	0.230982
Test d'auto-corrélation des erreurs	0.945150

Source : Réalisé par les auteurs.

De l'analyse de ce tableau, les erreurs du Modèle suivent une loi normale car la valeur de la probabilité (Prob=0.327957) attachée à la statistique de Fisher de cette étude est supérieure à 0.05. Il ressort du même tableau que le modèle est homoscedastique car la probabilité de statistique de Fisher (0.230982) associée est supérieure à 0.05 et les erreurs sont non corrélées par le fait que la probabilité de statistique de Fisher (0.945150) associée est supérieure à 0,05.

PARAGRAPHE 2 : INTERPRETATION ET VALIDATION DES HYPOTHESES

A- Interprétation économique des résultats.

Les résultats obtenus pour les variables : dépenses publiques d'éducation, investissement public, population active (les signes de leur coefficient sont positifs) correspondent parfaitement à notre prédiction.

Il ressort de l'estimation que trois variables expliquent une grande partie du PIB réel. Il s'agit des dépenses publiques d'éducation, les investissements publics et la population active.

La dépense publique d'éducation qui est la variable d'intérêt de cette étude a eu un effet positif et significatif au seuil de 5% sur le PIB par tête au Bénin. Ainsi un accroissement de 1 pt de pourcentage des dépenses publiques d'éducation entraîne une augmentation de 3,4% du PIB par tête.

Les investissements publics ont une influence positive et significative sur le PIB par tête au seuil de 5%. Un accroissement de 1 pt de pourcentage des investissements Publics entraîne une augmentation de 1,36% du PIB par tête.

Quant à la population active, son augmentation a une influence positive et significative sur le PIB par tête au seuil de 5%. Ce résultat peut être expliqué par l'influence de la population active sur leur production.

B-Validation des hypothèses

1-Validation de l'hypothèse N° 1

L'hypothèse N°1 qui stipule que l'investissement public réduit la pauvreté au Bénin se trouve validée car les investissements publics ont une influence significative et positive sur le PIB par tête.

2-Validation de l'hypothèse N°2

L'hypothèse N°2 selon laquelle les dépenses publiques d'éducatons impactent positivement le revenu par tête au Bénin est validé car la variable dépense publique d'éducation est corrélée positivement et significativement à la variable dépendante PIB par tête.

Ces résultats débouchent sur quelques recommandations.

SECTION 2 : LIMITES ET RECOMMANDATIONS

Cette section sera consacrée aux limites et aux recommandations de l'étude

PARAGRAPHE 1 : LIMITE DE L'ETUDE

La principale limite de la recherche est la multitude de difficultés rencontrées lors de la collecte des données. Rappelons que ce travail est effectué à travers une étude macroéconomique sur des données secondaires. Ce qui nous a confronté aux difficultés de non disponibilité des données de mauvaises actions des archives et de non disponibilité des agents à fournir des informations requises.

Loin de prétendre avoir totalement décortiqué la question liée aux dépenses d'éducation et la réduction de la pauvreté, cette étude reconnaît ses insuffisances, liées aux variables explicatives, à l'évaluation quantitative et au fait que l'effet des dépenses d'éducation sur la pauvreté est indirect.

La durée limitée des recherches pour la rédaction du mémoire exigée par le décanat pourrait aussi nous conduire à obtenir des résultats avec biais.

PARAGRAPHE 2 : LES RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats, nous formulons les recommandations suivantes aux pouvoirs publics :

- Améliorer la qualité de l'éducation de base et renforcer les politiques publiques en faveur des couches pauvres de la population
- Investir dans la construction des écoles en zone rurale afin d'assurer l'accès de tous aux services d'éducation.
- Augmenter les dépenses en éducation sans oublier de les réorienter pour une utilisation efficace et efficiente laquelle pourra améliorer les conditions de vie des populations.
- Les dépenses publiques dans l'enseignement doivent être bien ciblées au lieu d'en faire un instrument de politique.

CONCLUSION

L'objectif général de ce travail est d'analyser le lien entre les dépenses d'éducation et la pauvreté au Bénin. Elle s'est faite suivant une approche économétrique qui a permis de mettre en évidence une relation entre les dépenses publiques d'éducation et le PIB réel. L'éducation a toujours été au cœur des politiques au Bénin. Grace aux différentes politiques menées par l'Etat en ce qui concerne notamment la gratuité de l'enseignement maternelle et primaire, la redéfinition des rôles joués par les différents acteurs de ce secteur a connu des mutations tout le long de l'histoire du Bénin.

Ainsi, après les indépendances, les autorités béninoises ont compris que les dépenses en éducation ne sont pas seulement des dépenses de consommation, mais des dépenses d'investissements. Les estimations qui sont faites dans ce travail, nous ont révélées que les dépenses publiques d'éducation et l'investissement public ont un impact très significatif sur le PIB par tête.

Ces résultats s'expliquent par le fait que toutes les reformes mis en place par le gouvernement et ses partenaires dans le secteur de l'éducation participent essentiellement à la réduction de la pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE

- Attanasso M. (2010), « Prestation efficace des services publics de l'éducation », publié par Open Society foundations.
- Banque Mondiale (2002). Ouvrir les portes. L'éducation et la Banque Mondiale. Washinton : Banque Mondiale.
- Chartel, E. (2001) Comment évaluer l'éducation ? Pour une théorie sociale de l'action éducative. Paris : Delachaux & Niestlé.
- CONFEMEN (PASEC, 2006) Rapport sur la qualité de l'éducation au Bénin.
- Demeuse, M & Baye, A. (2007). Measuring and comparing the Equity of Education Systems in Europe. In N.C.
- Hourez, J., Friant, N., Soetewey, S., & Demeuse M. (2011). Le comportement individuel des élèves, une clé pour modéliser la dynamique du système éducatif. In XVIII èmes Journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail : Les nouvelles ségrégations scolaires et professionnelles, Relief n°34,131-145.
- Koné, M-B. (2000). Impact de la formation des maîtres sur les performances des élèves de la 3^{ème} année du Premier Cycle de l'enseignement Fondamental dans le District de Bamako. Mémoire de DEA. Bamako : ISFRA.
- Lemelin C. (1998) « L'économiste et l'éducation », p,63.
- Olembe E. (2010), « Production des savoirs dans le discours universitaire en situation d'évaluation endogène », université de Yaoundé, Thèse de Doctorat, novembre 2010.
- ORIVEL, F. : Education primaire et croissance en Afrique sub-saharienne : les conditions d'une relation efficace, Revue d'Econo. Du développement, 1/1995
- PSACHAROPOULOS (1988) : L'éducation pour le développement : une analyse des choix d'investissement, Economica.
- Scheerens J. (2000) : Improving school effectiveness, UNESCO, Paris, International Institute for educational planning-no.68.
- SCHULTZ Théodore (1983) : Il n'est de richesse que d'hommes, Economie sans rivages.

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

UNESCO (1994), L'éducation pour tous : les objectifs et le contexte, Monographie III, Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, Jomtien, Thaïlande, Paris, UNESCO.

UNESCO (2003). Genre et éducation pour tous : les paris de l'égalité. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2004.

VAIZEY John (1962) :Economie de l'éducation, Editions ouvrières,

Varlas, Laura. (2001) : « Succeedingwith substitute teachers », Education Update, vol. 43 n°7.
White, Nancy A. 1990:cutsick-pay a day: An incentive plan to reduceteacherabsenteeism. A practicum report (Floride).

ANNEXES

Annexe1 : Stationnarité à niveau

Null Hypothesis: DPE has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.111046	0.6942
Test critical values: 1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: DPE2 has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.304499	0.6104
Test critical values: 1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: IP has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.155318	0.9315
Test critical values: 1% level	-3.752946	
5% level	-2.998064	
10% level	-2.638752	

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: PIBR has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.524487	0.9999
Test critical values: 1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

Null Hypothesis: POP has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.105172	0.9998
Test critical values: 1% level	-3.737853	
5% level	-2.991878	
10% level	-2.635542	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe2: Stationnarité en différence première

Null Hypothesis: D(DPE) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.600132	0.0068
Test critical values: 1% level	-4.416345	
5% level	-3.622033	
10% level	-3.248592	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(DPE2) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.394361	0.0012
Test critical values: 1% level	-4.416345	
5% level	-3.622033	
10% level	-3.248592	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(IP) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-10.70474	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.416345	
5% level	-3.622033	
10% level	-3.248592	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(PIBR) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
--	-------------	--------

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.495046	0.0010
Test critical values: 1% level	-4.416345	
5% level	-3.622033	
10% level	-3.248592	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(POP) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.208065	0.9886
Test critical values: 1% level	-4.416345	
5% level	-3.622033	
10% level	-3.248592	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe3: Estimation du Modèle

Dependent Variable: PIBR
 Method: Least Squares
 Date: 04/20/15 Time: 14:45
 Sample: 1987 2011
 Included observations: 25

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IP	1.364924	0.347283	3.930293	0.0008
DPE	34.02689	12.42436	2.738724	0.0127
DPE2	-0.781883	0.638741	-1.224100	0.2351
POP	3.26E-05	1.06E-05	3.063139	0.0061
C	371.0492	34.54118	10.74223	0.0000

R-squared	0.948745	Meandependent var	797.0188
Adjusted R-squared	0.938494	S.D. dependent var	243.9353
S.E. of regression	60.49710	Akaike info criterion	11.21992
Sumsquaredresid	73197.97	Schwarz criterion	11.46370
Log likelihood	-135.2491	Hannan-Quinn criter.	11.28754
F-statistic	92.55099	Durbin-Watson stat	2.121386
Prob(F-statistic)	0.000000		

Annexe4 : Tests post estimation

- **Ramsey test**

Ramsey RESET Test
 Equation: UNTITLED
 Specification: PIBR IP DPE DPE2 POP C

Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	Df	Probability
t-statistic	1.052507	13	0.317172
F-statistic	1.055385	(1, 13)	0.317172
Likelihood ratio	1.351468	1	0.245022

- **Heteroskedasticity test**

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	1.517645	Probability	0.230982
Obs*R-squared	1.548772	Probability	0.213317

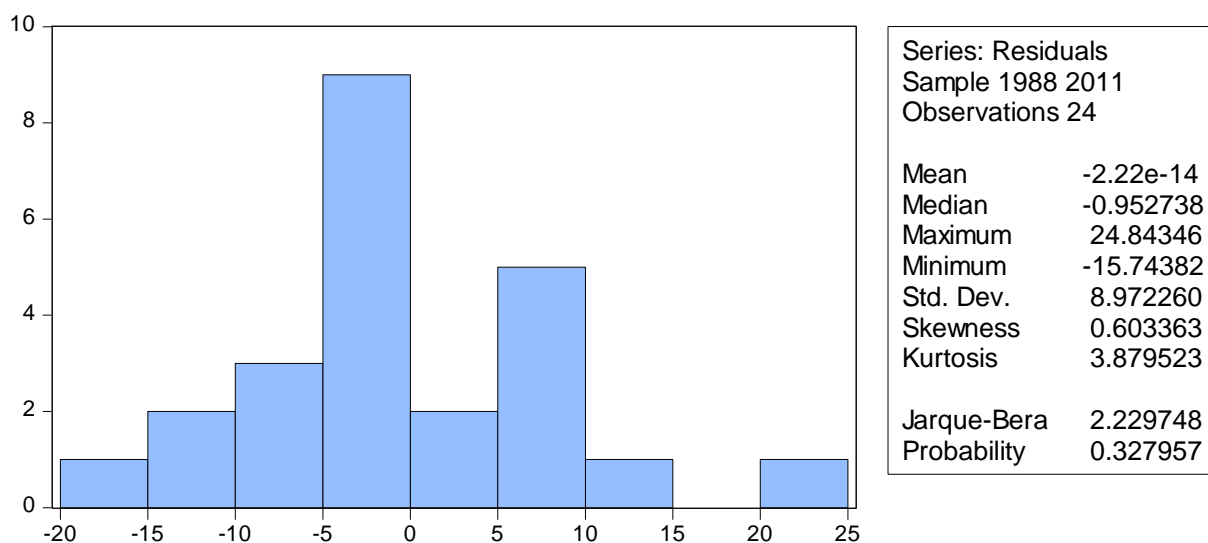
Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

- **Test auto correlation**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.056589	Probability	0.945150
Obs*R-squared	0.156209	Probability	0.924868

- **Test de Normalité**



-

Test de stabilité

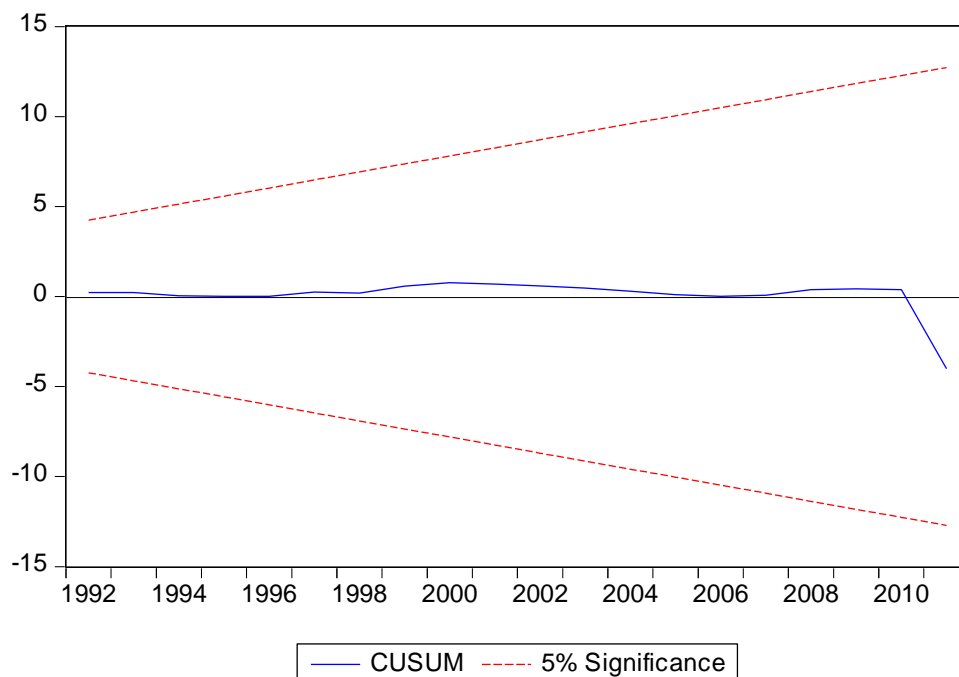


TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	i
DEDICACES	ii
DEDICACES	iii
REMERCIEMENTS	iv
SOMMAIRE	v
SIGLES ET ACRONYMES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES GRAPHIQUES	viii
RESUME.....	ix
ABSTRAT.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE1 : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	3
SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE	3
PARAGRAPHE 1 : PRESENTATION DU CADRE DE L'ETUDE ET ACTIVITES DE STAGE.....	3
I- PRESENTATION DU CADRE DE L'ETUDE	3
1-1 Historique et Missions de la DGAE.....	3
1-2 Organisation générale de la DGAE.....	4
II- Déroulement du stage et présentation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture	5
2-1 Déroulement du stage à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)	5
2-1-1 Présentation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC).....	5
2-1-2 Travaux effectués	7
PARAGRAPHE 2 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES	8
A-PROBLEMATIQUE	8
B-Objectifs	10
C-Hypothèses	10
SECTION 2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE .	11
PARAGRAPHE 1 : REVUE DE LA LITTERATURE.....	11
A-Concept de la pauvreté.....	11

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

1- Selon l'approche « revenu ».....	11
2- Selon l'approche par les besoins essentiels ou besoins de base,.....	12
3- Selon l'approche par les capacités	13
B-TYPOLOGIE DE LA PAUVRETE :.....	13
1-Pauvreté monétaire	13
2-Pauvreté non monétaire	13
C-Notion de l'éducation	13
D-Revues théorique et empirique.....	14
PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	20
A- Type et sources des données et méthode d'analyse.	20
1-Type et sources des données.	20
2-Méthode d'analyse.	21
B- Tests économétriques et spécification du modèle.	22
1-Tests économétriques	22
1-1 Test de stationnarité de DICKEY-FULLER Augmented (ADF).	22
1-2-Test de Ramsey	23
1-3-Qualité de régression.....	23
1-4-Test de Student.....	23
1-5-Test de significativité globale	24
1-6-Test de stabilité	24
1-7-Le test de normalité de Jarque-Bera.....	24
1-8-Le test d'auto-corrélation des erreurs	25
1-9-Le test de d'hétéroscédasticité des erreurs.....	25
2-Spécification du modèle	26
C - Définition des variables et seuils de vérification des hypothèses	26
1-Définition des variables.....	26
Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle	27
2-Seuils de vérification des hypothèses.....	27
CHAPITRE II: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS	28
SECTION 1 : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS	28
PARAGRAPHE 1 : PRESENTATION DES RESULTATS.....	28
A- Evolution comparative de la dépense publique d'éducation et du PIB par tête.	28
B- Evolution de la variation de l'investissement public et le PIB par tête.....	29

Dépense d'éducation et réduction de la pauvreté au Bénin

C-Estimation du modèle.....	29
E- Les tests de validation du modèle.....	31
1-Qualité de regression.....	31
2-Test de Student.....	31
3-Test de Fisher.....	32
4-Test de stabilité des variables.....	32
5-Description des tests sur la nature des résidus.....	32
PARAGRAPHE 2 : INTERPRETATION ET VALIDATION DES HYPOTHESES.....	33
A- Interprétation économique des résultats.....	33
B-Validation des hypothèses.....	33
1-Validation de l'hypothèse N° 1.....	33
2-Validation de l'hypothèse N°2.....	33
SECTION 2 : LIMITES ET RECOMMANDATIONS.....	34
PARAGRAPHE 1 : LIMITE DE L'ETUDE.....	34
PARAGRAPHE 2 : LES RECOMMANDATIONS.....	34
CONCLUSION.....	35
BIBLIOGRAPHIE.....	36
ANNEXES.....	38
TABLE DES MATIERES.....	44